



DÉPUTÉS COMMUNISTES

Communiqué

Paris, le 3 décembre 2018

Rencontre avec le Premier ministre : nous demandons de déclarer l'état d'urgence sociale

La paix civile et sociale de notre pays est aujourd'hui en jeu. Face à la politique d'injustice sociale et fiscale menée depuis un an et demi, nous avons demandé au Gouvernement de **déclarer l'état d'urgence sociale**.

L'urgence sociale impose de prendre en compte immédiatement les revendications portées par les « gilets jaunes », que nous avons relayées.

Nous avons ainsi demandé la suspension de l'augmentation des taxes sur l'essence et le diesel, l'augmentation du SMIC, des salaires et des pensions, la restauration des services publics notamment en matière de santé et le rétablissement de l'ISF.

Dès cet après-midi à l'Assemblée Nationale nous nous ferons l'écho de ces demandes légitimes et demanderons la suspension de la discussion budgétaire.

Par ailleurs, **nous avons rappelé les propositions que nous portons depuis le début du quinquennat.**

Propositions fiscales :

- Non cumul en 2019 du CICE et de l'exonération de cotisations sociales patronales (plus de 40 milliards cumulés – Cela permettrait de dégager 20 milliards d'euros de marges de manœuvre).

Propositions sociales :

- Revalorisation des prestations sociales (APL, allocations familiales) indexées sur l'inflation.
- Annulation de la hausse de CSG, qui doit aller avec le rétablissement des cotisations sociales « assurance chômage » et « maladie ».

Propositions écologiques :

- Fléchage intégral des taxes sur le carburant vers la transition écologique.
- Elargissement du chèque énergie à 8 millions de personnes et revalorisation du montant du chèque énergie (de 200 euros actuellement à 600 euros) pour les plus modestes (forte hausse prévue des prix de l'électricité et du gaz en 2019).

Propositions institutionnelles :

- Retrait du projet de loi constitutionnelle et organisation d'un référendum sur nos institutions

Si le Gouvernement ne décide pas de prendre immédiatement ces mesures, il ne sera pas en mesure de mettre fin à cette **révolte pour la dignité**.

Malheureusement, nous n'avons pas le sentiment que le Gouvernement prend la mesure de cette urgence sociale et nous n'avons que peu d'espoir d'avoir été entendu sur les mesures que nous lui avons proposées.

Notre motion de censure reste donc d'actualité, dans l'attente des mesures qui seront annoncées mercredi.

Contact presse : 01 40 63 60 84 ou 06 74 11 62 77